



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2007

Pays : Finlande

Correspondant national

Nom Prénom : **KIESILAINEN Kari**
Profession : **Head of the Department**
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **kari.kiesilainen@om.fi**
N° Téléphone : **358 9 1606 7532**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

5255580

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	39582000000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

31723

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

34081

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

-

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

question 1 - source: Statistics Finland, www.stat.fi - 31 December 2005

question 2 - source: State Budget

question 3 - source: Statistics Finland, www.stat.fi

question 4 - source: Statistics Finland, www.stat.fi

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

221971000

7) Veuillez préciser

annual budget allocated to

Supreme Court 7 004 000 €

Supreme Administrative Court 8 503 000 €

other courts 200 564 000 €

Justice expenses 5 900 000 €

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	168417000
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	8042000
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	5900000
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	28110000
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	
Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	16934000

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

The budget has increased an average of 10 per cent over the period from the year 2002 to the year 2006. Change in court costs results from the most rapid growth in the costs of rents and salaries.

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

en matière pénale ?

en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

Charges are collected once the performance has been completed. Payment liability lies with the initiator of the matter (plaintiff or petitioner), on appeal with the appellant, and with other performances with the person ordering the performance. After the consideration of the matter, the District Court collects a charge from the petitioner in a petitionary matter and the plaintiff in a civil matter, the amount of the charge varies depending on the nature of the matter and the court time its consideration has required.

Certain matters are by law free of charge. Such matters include e.g. the adjustment of the debts of private individuals and criminal cases pursued by the public prosecutor in the first court instance

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

33000000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

308395000

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

55105000

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant		

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

31324000

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

Other Minister: Ministry of Finance

Inspection body: National Audit Office of Finland

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

question 6 - source: the Ministry of Justice

question 7 - source: the Ministry of Justice. The budget includes the items mentioned above. Amount mentioned above is the actual expenditure in the year 2006.

question 13 - source: the Ministry of Justice

question 16 - source: the Ministry of Justice

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

The court charges and other similar payments are waived for a recipient of legal aid.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Legal aid covers the first attempt to collect outstanding claims by way of distraint. For the second attempt a new legal aid decision is needed.

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	83874
En matière pénale	36545
En matière autre que pénale	47420

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?		X	
en matière autre que pénale ?		X	

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

Legal aid is not given if the person has legal expenses insurance that covers the matter in question. Such insurance cover may be included for example in a household insurance policy, a labour union policy or a farming policy. In exceptional cases legal aid may be given for legal costs that exceed the maximum coverage provided by a legal expenses insurance policy.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

3. and 7. Legal aid is not given in clear cases, such as undisputed divorces or simple criminal cases sanctioned with a fine. Even for such cases the legal aid offices offer advice and consultation.

7. Legal aid is granted to persons of low or moderate income. It is also possible that for a person is appointed a public defender. The fee of the public defender is paid by the State. A public defender will be appointed for a suspect of an aggravated offence (where the punishment is no less than 4 months of imprisonment), for a person who has been arrested or detained, for a person under 18 years of age and for a person incapable of seeing to his or her own defence regardless of the income or available means.

In cases where the charge is dismissed, the State has to pay for legal expenses of the defendant. In cases where the judgment is delivered, the court decides whether the defendant must reimburse the defendant's fee partially or entirely to the State.

In criminal cases the complainant is appointed a trial counsel at the expense of the State regardless of the complainant's financial status. This is possible in the following situations:

- complainant is a victim of a sexual crime
- complainant is a victim of violence caused by a close related person
- complainant is a victim of a serious life or health threatening violent crime or a victim of a serious property offence

Naturally the complainant with low or moderate income and available means may receive legal aid and legal counsel in other types of matters as well. In the above-mentioned cases the complainant will be appointed a legal aid counsel at the expense of the State regardless of financial status.

8. If legal aid is granted to a person, the state pays the fee of the attorney in full or in part, depending on the available means of the recipient of legal aid. Legal aid is granted on the basis of the applicant's and his or her spouse's income, expenditures, wealth and maintenance liability.

The applicant must present evidence of his or her financial circumstances and of the matter for which legal aid is being sought.

The legal aid office calculates the applicant's monthly available means. The available means held by the applicant determine whether the applicant is given legal aid for free or against a deductible.

The deductible of a recipient of legal aid may have two components which are calculated in different ways, these components are the basic deductible which is based on the available means of the applicant and the supplementary deductible which is based on funds or deposit and other easily liquidated assets. The basic deductible is calculated as a percentage of the costs of the legal aid, determined on the basis of the applicant's available means as follows:

Single person

- up to EUR 650 : 0 %
- up to EUR 850 : 20 %
- up to EUR 1000 : 30 %
- up to EUR 1200 : 40 %
- up to EUR 1300 : 55 %
- up to EUR 1400 : 75 %

Couple per person

- up to EUR 550 : 0 %
- up to EUR 650 : 20 %
- up to EUR 800 : 30 %
- up to EUR 1000 : 40 %
- up to EUR 1100 : 55 %
- up to EUR 1200 : 75 %

If the applicant has deposited funds or other easily liquidated assets to an amount exceeding EUR 5000, they are used in the calculation of the supplementary deductible. Supplementary deductible consists of 50 per cent of fund on deposit and other easily liquidated assets in so far as these exceed EUR 5000.

9. Legal aid shall not be granted if:

- (1) the matter is of little importance to the applicant
- (2) it would be clearly pointless in proportion to the benefit that would ensue to the applicant
- (3) the pursuit of the matter would constitute an abuse of process or
- (4) the matter is based on an assigned right and there is reason to believe that the purpose of the assignment was the obtainment of legal aid.

10.) Legal aid is granted at the State Legal Aid Offices. The nature and importance of the matter have an effect on what services are covered by legal aid. Legal aid will not be given if the matter is of little importance to the applicant. If an application for legal aid is rejected, the legal aid office will provide appeal instructions to the applicant. A rejected application can be submitted to the court for a hearing. The applicant should deliver the submission to the legal aid office which can also itself rectify the decision. If the legal aid office deems that there is no reason for a rectification, it will forward the matter to the court, which will then decide on the matter. If the court does not grant legal aid, it is possible to appeal.

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

question 24 and 26 - source: annual statistics 2006

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.finlex.fi
à la jurisprudence des hautes juridictions ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.finlex.fi
à d'autres documents (par exemple formulaires) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.oikeus.fi www.om.fi

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser:

According to Section 18 of Chapter 5 of the Code of Judicial Procedure (4/1734) during the preparation, the court has an obligation to provide information to the parties concerning the estimated timeframe of the proceeding.

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser:

There is an organisation called Victim Support Finland which offers practical advice and psychological support to victims of crimes or attempted crimes and those closest to them and witnesses of crime. The aid offered by the organisation includes phone services, judicial advice phone services and personal support for victims of crime in local offices.

The service has been funded by the Slot Machine Association as well as by the Ministry of the Interior and the Ministry of Justice. Victim Support Finland is coordinated by the Finnish Red Cross.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui

Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

un dispositif public ?

une décision du tribunal ?

un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Compensation shall be paid for personal injury or property damage caused by an offence committed in Finland. If the offence has been committed outside of Finland, compensation shall be paid for personal injury only.

A person who has sustained personal injury shall be compensated for medical costs, pain and suffering, invalidity and other permanent handicap, loss of income and maintenance, clothes and other everyday items that have been damaged in connection with the personal injury. (Act on Compensation for Crime Damage (935 / 1973))

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

According to Section 9 of Chapter 3 of the Criminal Procedure Act (689/1997), on the request of the injured party, the public prosecutor who has brought a charge is to pursue the civil claim of the injured party, arising from the offence for which the charge has been brought, as against the defendant in the criminal case, if this is possible without essential inconvenience and if the claim is not obviously ill-founded.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

According to Section 15 of Chapter 1 of the Criminal Procedure Act (689/1997) the injured party may assume the prosecution of a charge which has been abandoned by the public prosecutor or another injured party. According to Section 14 of the same chapter the injured party may bring a charge for an offence only if the public prosecutor has decided not to prosecute.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

the State Treasury, the compensation amount per day of unjustified detention or condemnation is about 100 euros.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

Marjukka Litmala (ed.): Oikeusolot 2004, National Research Institute of Legal Policy publication, 210/2004. (the title translated: Judicial conditions)

Marjukka Litmala (ed.) Law and the Citizen (summary), National Research Institute of Legal Policy publication, 173/2000

Tapio Lappi-Seppälä and Jyrki Tala and Marjukka Litmala and Risto Jaakkola: Luottamus tuomioistuimiin, National Research Institute of Legal Policy publication 160/1999. (the title translated: Trust in courts)

Hannu Niskanen and Timo Ahonen and Ahti Laitinen: Suomalaisten luottamus tuomioistuimiin, The University of Turku 1999 (the title translated: Trust in courts)

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

The institutions which receive such complaints have an obligation to respond.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	58
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	11
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	132

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

Among the 132 courts : 58 District Courts, 5 Branch offices of District Courts, 50 Auxiliary courtrooms of District Courts, 3 specialised courts, 8 Administrative Courts, 6 Courts of Appeal, The Supreme Court and The Supreme Administrative Court.

Administrative Courts 8

The administrative Courts hear and decide administrative appeals, cases of administrative litigation and other matters assigned to them by statute. They have jurisdiction over local, regional and national State authorities, as well as over municipalities and other public authorities.

Market Court 1

The Market Court has exclusive jurisdiction over cases relating to restrictions of competition and public procurement, as well as cases relating to business practices.

Labour Court 1

The Labour Court deals with and decides disputes concerning collective bargaining agreements and civil service collective agreements, as well as disputes arising from collective bargaining legislation. In the matters within its competence, the Labour Court is the final instance.

Insurance Court 1

The Insurance Court is the special court for social insurance matters. It deals with cases relating to workers' pensions, national pensions, injuries at work, unemployment benefits, injuries in military service, crime injuries, housing support, student support, invalidity support, rehabilitation, child-care support and pensioners' care support. In these case types, the Insurance Court has exclusive jurisdiction in Finland.

High Court of Impeachment 0-1

Special court that hears charges against Ministers (i.e. Members of the State Council), Supreme Court Justices and certain senior civil servants for unlawful conduct in office. It is convened only when necessary.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

In February 2007 the Ministry of Justice appointed a working group which task is to plan the change in the structure of the District Court network. The task of the working group

is to make a proposal for developing the network of the District Courts so that there would be at least 10 judges in every District Court and the number of inhabitants of the territorial jurisdiction of each Court would be at least around 100 000. The change would mean a reduction of the number of courts from 58 to less than 30. The decisions pertaining to the change in the structure are meant to be made during the second half of the year 2008.

Besides there is a change in the powers of courts foreseen. At the present moment District Courts have jurisdiction over Land register cases but the cases will be transferred under the administrative branch of the National Land Survey of Finland. According to the rough estimation of the Ministry of Justice and National Land Survey of Finland, the change will be executed at the beginning of the year 2010.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	58
un licenciement	58
un vol avec violence	58

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Small claims do not exist as a legal term in Finland. Undisputed civil matters can be dealt with in a summary proceeding.

Veillez indiquer les sources pour la question 45

question 45 - source: the Ministry of Justice

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

901

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

There are 3689 lay members in District Courts.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

2554,4

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	<input type="checkbox"/> Oui	n.a
personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	<input type="checkbox"/> Oui	n.a
personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input type="checkbox"/> Oui	n.a
personnels techniques	<input type="checkbox"/> Oui	n.a

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

question 49 - source: the Ministry of Justice - 901 (Number of judgeship man-years) (administrative courts 225 man-years (Administrative Courts, Supreme Administrative Court, Market Court and Insurance Court), District Courts 480 man-years, Courts of Appeal 175,4 man-years, the Supreme Court 18,6 man-years and the Labour Court 2 man-years)

question 52 - source: the Ministry of Justice

question 55 - source: the Ministry of Justice - 2554,4 (number of man-years)
(administrative courts 450,3, courts of general jurisdiction and Labour Court 2 104,1 man-years)

3. 1. 3. Procureurs

57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

314

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

Finnish prosecutors are organised on two tiers. There is the Prosecutor General, who is the supreme prosecutor in Finland. He or she heads the prosecution service. There are also local prosecution units in each administrative district of the State. If a prosecutor has decided not to prosecute, the injured party has the right to self bring a charge for the offence, so as to have the case heard by a court of law.

The Chancellor of Justice of the Government and the Parliamentary Ombudsman may also prosecute or order that charges be brought in matters falling within the purview of their supervision of legality.

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

197

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

question 57 and 59 - source: the Annual Report of the Prosecutor General

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers électroniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E-mail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Information has not been changed

(Statistics Finland, www.stat.fi)

Statistics Finland's task is to

- compile statistics and reports concerning social conditions
- collect and maintain data files on society
- provide information service and promote the use of the

statistics

- conduct studies and surveys related to statistics compilation and develop statistical methodology
- develop the national statistical service in co-operation with other Government officials
- participate in Finland's international statistical co-operation and co-ordinate it.

In fact, also the Ministry of Justice collects statistical data regarding the functioning of courts and judiciary via automated case-management systems of courts and different automated statistics systems. These answers are based on the information of these case management systems gathered by the Ministry of Justice. The data of these systems is forwarded to Statistics Finland.)

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre?

Veillez préciser:

All Courts of Law maintain statistics of the above mentioned items and convey these to the Court Administration Unit of the Ministry of Justice.

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". Through these negotiations and the method the Ministry of Justice allocates budget funds to the Courts of Law.

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

- Oui
 Non

70) Veillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

- Nouvelles affaires
 Durée des procédures (délais)
 Affaires terminées
 Affaires pendantes et stocks d'affaires
 Productivité des juges et des personnels des tribunaux
 Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
 Exécution des décisions pénales
 Satisfaction du personnel des tribunaux
 Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
 Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
 Coûts des procédures judiciaires
 Autre

Veillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

- Oui
- Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- Oui
- Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- autre

Veuillez préciser

Targets are defined in the legislation among others in the Budget approved by the Parliament. Unit-specific targets are defined in the course of annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". The targets are defined in the course of negotiations.

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

- the length of proceedings (the hearing of a case in court without undue delay)
- the number of closed cases

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

- le Conseil supérieur de la Magistrature
- le Ministère de la Justice
- un organe d'inspection
- la Cour Suprême
- un organe d'audit extérieur
- autre?

Autre, veuillez préciser :

Courts of Law are organisationally under the administration of the Ministry of Justice. Courts are also supervised by the Chancellor of Justice. In matters of law, the Courts are independent. The Ministry does not supervise court decisions.

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

In Finland, there are many quality projects. One of the firsts is the Quality Project of the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi. (The jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi is the northernmost of the six appellate jurisdictions in Finland.) In 1999, the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi launched a project for improvement of quality in adjudication. The quality project covers both civil cases and criminal cases.

The objective of the quality project is to develop the functioning of the courts further and further so that the proceedings meet the criteria of a fair trial, that the decisions are well reasoned and justified, and that the services of the courts are affordable to the individual customers.

The main working method consists of systematic discussions among the judges and also between the judges and stakeholders. The development work is steered by the development committee of the quality project. Normally four working groups for quality are set up for each year. The membership consists of judges from each of the District Courts in the appellate jurisdiction, members of the Court of Appeal, and referendaries of the Court of Appeal. Also prosecutors, private attorneys, public legal aid attorneys and heads of pre-trial investigation may serve as members in the working groups for quality. Each working group for quality is tasked to deal with one of the development themes which have been selected. The reports of the working groups are presented at the Quality Conference, they are discussed, and quality objectives based on the reports are set for the following year. The Report of Quality, containing the final reports, is published every year.

In addition there is a cooperation project between administrative courts. Some topics of the project have related to the quality standards. The reports of the project have discussed the matters like the factors of quality at administrative courts and the collection of information on quality.

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
 Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The computer based case management systems provide information about duration of procedures in every single case as necessary. In practice the courts are controlling themselves and the control is based on the sum ups of the performance in a month or in another period.

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

Oui

Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". (See above 59)
In addition there is another regular evaluation system: the courts of law annually give a report on their functioning. In the annual reports, the courts evaluate their performance, besides the Ministry of Justice comments on the annual reports.

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The Prosecutor General monitors and evaluates the performance of the prosecution service. Also the Chancellor of Justice and the Ombudsman shall ensure that the courts of law , the other authorities and civil servants, public employees and other persons, when the latter are performing a public task, obey the law fulfil their obligations.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

The Prosecutor General's statutory duties include direction and development of the prosecution service and supervision of the prosecutors. The monitoring visits of the Prosecutor General form a part of the supervision of the prosecutors. Each prosecution unit receives a visit every other year. Also the complaint procedure is a part of the control. The decisions and conduct of the prosecutors are subject to complaint with the Prosecutor General, who is competent to reopen a case if he or she so decides. The Prosecutor General also monitors prosecutorial practice in penal order matters. The point of the monitoring is to make the Prosecutor General aware of any essential shortcomings or errors in the current penal order system or in the prosecutorial practice relating thereto. Also the training is an important vehicle for the monitoring and evaluation system of the prosecution service.

Veillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

question 70, 71, 72 and 76 - source: the Ministry of Justice

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

22

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	1	2	2	
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)				
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	2	1	5	

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

question 82 - source: the Ministry of Justice - The information is not available from the year 2006. According to a research made by the Ministry of Justice in 1998 in 22 % of judgements in criminal cases the suspect was not actually present or represented.

question 84 - source: the Ministry for Foreign Affairs of Finland

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

Under the administrative law there are several acts including urgency provisions. When necessary and when it is enacted in a law, the cases are processed urgently, but there are not specific procedures for urgent matters.

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

Pertaining to proceeding of criminal cases there are simplified procedures of two kinds. Firstly, according to the Act on Penal Order Proceedings (692/1993), certain minor and clear offences may be decided by public prosecutor in written proceedings without charging them before the court.

Secondly, according to the chapter 5 A of the Criminal Procedure Act (689/1997) since 1 January 2006, with the consent of the defendant, it has been possible to decide petty offence cases in written proceedings without holding the main hearing.

Undisputed civil matters can be dealt with in a summary proceeding. According to the section 3 of the chapter 5 of the Code of Judicial Procedure (4/1734) if the case relates to (1) a debt of a specific sum, (2) restoration of possession or a disrupted circumstance, or (3) eviction and the plaintiff states that to his/her knowledge the matter is not under dispute, only the circumstances on which the claim is immediately based need be included in the application for a summons as the circumstances on which the application is based. Also, in this event, the evidence referred to in section 2(1)(3) (as far as possible, the evidence that the plaintiff intends to present and what he/she intends to prove with each piece of evidence) need not be included in the application. However, the contract, commitment or other written evidence invoked by the plaintiff shall be clearly indicated.

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

The court has the formal authority to decide on dates of hearings etc. but in practice lawyers and the court conclude agreements on such modalities in order to ease the process.

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)	90 636	750 936	741 361	100 597
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	5089	9200	9072	5368
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	36957	188984	183361	42858
3 Affaires relatives à l'exécution	252	1032	951	339
4 Affaires relatives au registre foncier**	15742	508116	505667	18149
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives*	28 636	35 083	33 574	30 145
7 Autres	3947	8521	8736	3738
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	16818	62796	63573	15993
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication**90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	2 697	3 666	3 976	2 387
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	2441	2749	3047	2143
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	151	612	619	144
3 Affaires relatives à l'exécution	77	256	257	76
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives				
7 Autres	28	49	53	24

Nombre total d'affaires pénales (8+9)	4755	8188	8437	4505
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);
(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	4031	5465	5991	3490
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	441	1010	1124	324
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	225	274	324	175
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	3095	3793	4006	2866
7 Autres	270	388	537	122
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	543	1075	1245	373
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces	12050	17986	17915	12092
Licenciements	360	517	513	364
Vols avec violence	206	453	471	188
Homicides volontaires	26	88	86	28

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces	0	0	243		243 days
Licenciements	48,8	0	249	410 days	476 days
Vols avec violence	38	4	147 days	249 days	360 days
Homicides volontaires	66	0	90 days	185 days	342 days

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

he average length of the total procedure has not been calculated, but the average length of proceeding in the highest instance court is available:

Employment dismissal cases 476 days

Robbery cases 360 days

Intentional homicide 342 days

A marriage may be dissolved by a court order (divorce). A divorce can be granted after a reconsideration period of six months or after the spouses have lived separated for the past two years without interruption. When handling a case of divorce, the court does not examine why the spouses or one of them demands divorce nor the personal relationship between the spouses. A divorce case becomes pending in the District Court by written application, which can be made by the spouses together or one spouse alone.

When a divorce is handled at the District Court for the first time, the handling will be postponed until further notice. Thereafter the District Court shall grant the spouses a divorce when the six-month reconsideration period has expired and the spouses together demand or one of them demands that the spouses be granted divorce. A divorce case shall lapse if the demand for the granting of divorce is not made within one year from the beginning of the reconsideration period. If a divorce case has been initiated by a joint application of the spouses, the six-month reconsideration period starts to run when the joint application was submitted to or arrived at the District Court. If, on the other hand, the application is made by one spouse alone, the reconsideration period starts to run when the other spouse has been notified of the application. The District Court attends to the service of the application.

However, the spouses can be granted a divorce immediately without the otherwise obligatory six-month reconsideration period if they have lived separated for the past two years without interruption.

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

The length of proceedings is calculated from the day of the beginning of lis pendens until the day when the judicial decision is given. Timeframes are calculated via automated case management system which provides information about the duration of procedures in every single case as necessary.

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser:

The investigation and clearing up of criminal offences are tasks for the police. An investigation is lead by a police officer, who is under the duty to keep prosecutor informed and to heed the instructions given by him or her. Conversely, a prosecutor has the right, and is under the duty, to direct the investigation in order to secure an appropriate consideration of charges and an expeditious main hearing.

After the conclusion of the investigation the investigation report and its annexes will be brought to the prosecutor, who will then make consideration of charges. A charge is to be brought if there is reason to believe that the suspect probably is guilty. If there is no prima facie case or if prosecution is otherwise precluded, e.g. because of the statute limitations, the prosecutor will decide not to prosecute. In addition, the prosecutor may decide not to prosecute even if there is a prima facie case, for instance because of the minor significance of the offence or the youth of the offender.

The prosecutor brings a charge by filing a written application for a summons with the registry of the District Court. If so permitted by the court, the prosecutor may bring a

charge also by self issuing a summons. The prosecutor must prosecute the case orally before the court. It is the duty of the prosecutor to prove the charge, by procuring sufficient evidence in support of the charge and by presenting in to the court.

After the trial, it is for the court to decide whether to dismiss or uphold the charge, to determine the type and measure of the penalty, and to assess the damages and the other possible sanctions. As is the case with the other parties, also the prosecutor has the right to appeal the judgement of a lower court in a higher instance.

In clear cases, the prosecutor is competent to self impose a fine and confiscatory sanction in penal order proceedings. This option is available, if the suspect does not demand that a court hear the case.

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	85716	10730	26368		2305	62596

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Received by the public prosecutor: 85 716 (drunken driving cases (22 919) are included in the number)

Discontinued by the public prosecutor in general: 10 730 cases (26 368 persons)

Discontinued by the public prosecutor due to the lack of an established offence or a specific legal situation:

- lack of an established offence: 734 persons
- evidence cannot be obtained: 16 945 persons
- prosecution limitation: 819 persons
- no right to institute criminal proceedings: 1 604 persons
- specific legal situation: 6 215
- other reason: 51 persons

Veuillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

question 98 - source: the Annual Report of Prosecutor General

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

In Finland, judicial training has traditionally been based on practical training in the courts and on the in-service training for judges that the Ministry of Justice provides. At present, a reform of the judicial training system is under way, albeit stalled for a moment.

As the matter now stands, the road to judicial office goes normally through the court system itself, with referendaries with long work experience moving forward to judgeship. At present, the typical career of a judge in Finland proceeds as follows: university degree in law – judicial traineeship at a District Court (one year, general training) – work as a referendary at a Court of Appeal or Administrative Court – possible temporary service as a District Judge, Justice of a Court of Appeal or Administrative Judge – appointment to a tenured judgeship. Accordingly, the training towards a judicial office is obtained through learning by doing.

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

Finnish judges excluding judges in city trial courts (raastuvanoikeus) have been appointed by the President of the republic. Before 1993 judges in city trial courts were appointed by County Governor (maaherra). However, since 1993 all Finnish judges have been appointed by the President of the republic. Since 2000 judges have been appointed by the president on the recommendation of the Minister of Justice, as nominated by a Judicial Appointments Board. The Board is expected to promote the recruitment of judges from all walks of legal life, that is, from among referendaries, the civil service, academia and the legal profession. The Judicial Appointments Board is composed mainly of members of the judiciary, but three members come from outside the judiciary. One is a practising lawyer appointed by the Bar Association, another is a prosecutor appointed by the Prosecutor General and the third is an academic appointed by the Ministry of Justice on the recommendation of law faculties.

At times there is a need to appoint a judge for a fixed period of time, this is a task for the Supreme Court and Supreme Administrative Court, respectively, these instances appoint judges to temporary positions for a year or longer. Shorter appointments are normally a matter for the chief of the court in question.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

All prosecutors have a university degree in law, in addition to which most of them have performed a judicial trainee programme of junior prosecutors. The traineeship period is one year. There is also basic and advanced professional training to prosecutors.

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

The Prosecutor General and the Deputy Prosecutor General shall be appointed by the President of the Republic on the nomination of the Government. The State Prosecutors shall be appointed by the Government on the nomination of the Prosecutor General. The Prosecutor General appoints all other prosecutors.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

Mandate is given for an undetermined period but there is also a system of temporary judges. They are either debuties or temporary for some period (at times if there is a need to appoint a judge for a fixed period)

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

Mandate is given for an undetermined period but there is also a system of temporary prosecutors. They are either debuties or temporary for some period (at times if there is a need to appoint a prosecutor for a fixed period)

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?

Est-il renouvelable ?

pour les juges

oui, veuillez préciser la durée

pour les procureurs

oui, veuillez préciser la durée

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

110) Nature de la formation des juges.**Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

112) Nature de la formation des procureurs.**Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

In Finland, judicial training has traditionally been based on practical training in the courts and on the in-service training for judges that the Ministry of Justice provides. At present, a reform of the judicial training system is under way, albeit stalled for a moment.

The Ministry of Justice is in charge of provision of in-service training to the judges. The Training Unit of the Department of Judicial Administration offers some 300 training days to judges and other legal staff every year. The objective of the in-service training is that the judges would have access to training and self-improvement opportunities in all branches of the legal system and other skills and knowledge useful for judicial work. Thus, in addition to legal subjects, judges are provided e.g. with language training, leadership skills training and IT training. The duration of the in-service training events offered to judges varies on the basis of the needs for training, ranging from brief information sessions to long-term training programmes.

All prosecutors have a university degree in law, in addition to which most of them have performed a judicial trainee programme of junior prosecutors. The traineeship period is one year. There is also basic and advanced professional training to prosecutors.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	50000	34000
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	105000	61000
Procureur au début de sa carrière	35000	26000
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	63000	41000

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

| | | | |

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser

Before being appointed, judge has to make a declaration of his / her interests, assets and liabilities. As referred to in the legislation governing State officials, judges are not allowed to fill secondary occupation without the permission permitted by the court. In theory the combination is possible but in practise it is rare.

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

District Prosecutors shall not act as an attorney or a counsel without the permission of the Office of the Prosecutor General. Secondary occupations not requiring permission shall be notified to the office of the Prosecutor General.

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer la source pour la question 114

question 114 - Source: the Collective Bargaining Contract of Civil Servants Salaries, the Ministry of Justice and www.vero.fi (Finnish tax administration)

5. 2. 2. Procédures disciplinaires**122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :**

The Chancellor of Justice, along with the Parliamentary Ombudsman, is the supreme guardian of the law in Finland. The Chancellor of Justice supervises authorities' compliance with the law. He also pays particular attention to the observance of basic rights and liberties and human rights. According to the Constitution of Finland, the Chancellor of Justice is charged with supervising that the courts of law, the authorities, civil servants, employees of public corporations and other persons in public posts obey the law in the performance of their duties and fulfil their obligations. The Chancellor of Justice investigates notices and recommendations from various authorities and undertakes further measures where necessary. In practice, the supervision of legality is primarily carried out by ruling on complaints filed with the Chancellor of Justice against the actions of an authority or public official. Anyone, regardless of their citizenship, is entitled to turn to the Chancellor of Justice in a matter that directly concerns him or her, or in any other matter, should the complainant believe that an authority, public official or public body has acted in a manner that violates their rights, or a member of the Bar has neglected his or her responsibilities.

The Chancellor of Justice also investigates matters on his own initiative. For example, news reports in the media or alleged incidents of unlawfulness may lead to an investigation.

Besides the Parliamentary Ombudsman exercises oversight to ensure that public authorities and officials observe the law and fulfil their duties in the discharge of their functions. The aim is to ensure good administration and the observance of constitutional and human rights. Anyone who suspects that a public authority or an official has not observed the law or failed to perform a duty may file a complaint with the Ombudsman. Anyone can complain in a matter concerning him or herself, but a complaint can also be made on behalf of someone else.

In addition, the conduct of the prosecutors (the delay on the decision or the behaviour of the prosecutor) can be subject to complaint to the Prosecutor General, who can reprimand the prosecutor.

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

See question 122

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	12	2
1. Faute déontologique		
2. Délit pénal		
3. Insuffisance professionnelle		
4. Autre		

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1)	12	2

a 9)		
1. Réprimande	2	2
2. Suspension		
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire		
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement		
8. Démission		
9. Autre		

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Disciplinary proceedings initiated - Judges - Total number: 729

1. the Chancellor of Justice: 189 notices from various authorities and 243 complaints investigated
2. the Parliamentary Ombudsman: 297 complaints investigated

Disciplinary proceedings initiated - Prosecutors - Total number : 204

1. the Chancellor of Justice: 69 complaints investigated
2. the Parliamentary Ombudsman: 54 complaints investigated
3. the Prosecutor General: 81 complaints investigated

Reprimand - Judges - Total number: 12

1. the Chancellor of Justice: 9
2. the Parliamentary Ombudsman: 3

Other sanctions - Judges - Total number: 90

1. the Chancellor of Justice: 2 charges, 1 recommendation and 67 opinions
2. the Parliamentary Ombudsman: 3 recommendations and 17 opinions

Other sanctions - Prosecutors - Total number: 5

1. the Chancellor of Justice: 3 opinions
2. the Parliamentary Ombudsman: 2 opinions
3. the Prosecutor General: a few opinions and recommendations

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

1810

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

- Civil cases -

No? an advocate or another person who has a Master's degree in law is allowed to represent a client in the court. (see exceptions below)

The Code of Judicial Procedure Chapter 15 (attorneys)

Section 2

(1) Unless otherwise provided in another Act an advocate or another person who has a Master's degree in law is honest and otherwise suitable and competent may serve as an attorney or counsel provided that he/she is not bankrupt and that his/her legal competence has not been restricted. (259/2002)

(2) The provisions in this Code or in another Act on the right of an advocate to serve as an attorney or counsel apply also to a person who is entitled to practice advocacy in another state in the European Economic Area or in another state with which the European Union and the member states thereof have concluded an agreement on the mutual recognition of the professional qualifications of trial lawyers.

(3) However a direct ascendant or descendant of the party a sibling of the party and the spouse of the party may serve as an attorney or counsel even if he or she has not earned the degree referred to in paragraph (1).

(4) In addition also a person other than one referred to in paragraphs (1) and (3) who is honest and otherwise suitable and competent may serve as an attorney or counsel in the following matters provided that he/she is not bankrupt and that his/her

legal competence has not been restricted:

- (1) a matter referred to in chapter 5 section 3
- (2) a petitionary matter which is not in dispute
- (3) a registration matter and
- (4) a Land Court matter.

- Criminal cases - Defendant -

Criminal Procedure Act (689/1997 AMENDMENTS UP TO 260/2002 INCLUDED)

No monopoly of representation.

Chapter 2

Section 1

- (1) A person suspected of an offence has the right to self take care of his/her defence in criminal investigations and in a trial.
- (2) On the request of the suspect a defence counsel is to be appointed for him/her if:
 - (1) he/she is suspected of or charged with an offence punishable by no less than imprisonment for four months or an attempt of or participation in such an offence or
 - (2) he/she is under arrest or in detention.
- (3) A defence counsel is to be appointed to a suspect ex officio when:
 - (1) the suspect is incapable of defending himself/herself
 - (2) the suspect who has not retained a defence counsel is under 18 years of age unless it is obvious that he/she has no need of a defence counsel
 - (3) the defence counsel retained by the suspect does not meet the qualifications required of a defence counsel or is incapable of defending the suspect or
 - (4) there is another special reason for the same.

Section 2

- (1) A person appointed under section 1 or 1a as defence counsel or counsel for the injured party must be a public legal aid attorney or an advocate. If there is no suitable public legal aid attorney or advocate available or there is another special reason for it also another person with the degree of oikeustieteen kandidaatti/juris kandidat who by law is competent to act as an attorney may be appointed as defence counsel or counsel for the injured party. The person to be appointed as defence counsel or counsel for the injured party is to be reserved an opportunity to be heard on the appointment. (260/2002)
- (2) When the suspect or the injured party has self nominated a person meeting the qualifications as defence counsel or counsel for the injured party the nominee is to be appointed unless there are special reasons for the contrary.
- (3) The following are not to be appointed as defence counsel:
 - (1) a person who has advised the suspect in a matter connected with the offence under investigation,
 - (2) a person who is suspected charged with or convicted of an offence which is conducive to reducing his/her credibility as a defence counsel, or
 - (3) a person who is otherwise disqualified as a defence counsel.
- (4) If a defence counsel is appointed for the suspect no attorney is to be appointed for him/her on the basis of the Legal Aid Act (257/2002). If an attorney has been appointed for the suspect on the basis of the Legal Aid Act before the appointment of a defence counsel the attorney is to be appointed as defence counsel. (260/2002)

- Criminal cases - Victim -

Criminal Procedure Act (689/1997, AMENDMENTS UP TO 260/2002 INCLUDED)

No monopoly of representation.

Chapter 2

Section 1a (107/1998)

A court may appoint a counsel for the injured party for criminal investigations and where the injured party has a claim in a case prosecuted by the public prosecutor for the trial:

- (1) in a case relating to a sexual offence referred to in chapter 20 of the Penal Code

unless this is for a special reason deemed unnecessary, and
 (2) in a criminal case referred to in chapter 21 section 1—6 of the Penal Code if this is to be deemed necessary in view of the relationship between the injured party and the suspect of the offence.

Section 2 (107/1998)

(1) A person appointed under section 1 or 1a as defence counsel or counsel for the injured party must be a public legal aid attorney or an advocate. If there is no suitable public legal aid attorney or advocate available or there is another special reason for it also another person with the degree of oikeustieteen kandidaatti/juris kandidat who by law is competent to act as an attorney may be appointed as defence counsel or counsel for the injured party. The person to be appointed as defence counsel or counsel for the injured party is to be reserved an opportunity to be heard on the appointment. (260/2002)

(2) When the suspect or the injured party has self nominated a person meeting the qualifications as defence counsel or counsel for the injured party the nominee is to be appointed unless there are special reasons for the contrary.

(3) The following are not to be appointed as defence counsel:

(1) a person who has advised the suspect in a matter connected with the offence under investigation,

(2) a person who is suspected charged with or convicted of an offence which is conducive to reducing his/her credibility as a defence counsel, or

(3) a person who is otherwise disqualified as a defence counsel.

(4) If a defence counsel is appointed for the suspect no attorney is to be appointed for him/her on the basis of the Legal Aid Act (257/2002). If an attorney has been appointed for the suspect on the basis of the Legal Aid Act before the appointment of a defence counsel the attorney is to be appointed as defence counsel. (260/2002)

- Administrative cases -

No monopoly of representation. Anyone that is not bankrupt and that legal competence has not been restricted.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national ?

un barreau régional ?

un barreau local ?

Veillez préciser :

In addition to the Finnish Bar Association, there are local advocate associations.

Veillez indiquer la source pour la question 126

Source: the Finnish Bar Association - ca. 2550: about 1810 of them belonging to the Bar (only members of the bar association are entitled to use the professional titles "asianajaja" or "advokat" ("advocate")). In addition there are actually a big number of practising lawyers who do not belong to the Bar. Law firms employ about 630

associates. Of the advocates, about 130 are public legal advisers. Legal aid offices also employ about 100 legal advisers who are not members of the Bar Association.

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
 Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
 Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui
 Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 réglementés par le Barreau ?
 librement négociés ?

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

The Finnish Bar Association has the Code of Conduct.

The Finnish Bar Association is a self-regulatory disciplinary body. Disciplinary matters are dealt with by the Disciplinary Section of the Board of the Finnish Bar Association.

The Functions of the Board include the duty to ensure observance by the members of the Finnish Bar Association of the professional rules of ethics and practice, to investigate breaches of these rules within its own knowledge, to receive, examine and decide upon complaints made against lawyer in respect of alleged breaches of rules of professional conduct and etiquette, and to deal with all related disciplinary matters.

The Disciplinary Board shall impose a disciplinary sanction on the advocate, the disciplinary sanctions are disbarment, monetary penalty, caution and reprimand.

There is no separate Disciplinary Tribunal operating outside, and independently form the Finnish Bar Association.

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

- The performance of lawyers

A D V O C A T E S A C T
(12 December 1958/496)

Section 7

The Disciplinary Board of the Bar Association considers and decides supervision matters, as well as issues recommendations on fee disputes between an advocate and the client.

If it is found, on the basis of circumstances discovered in the consideration of a supervision matter, that an advocate has violated the provisions of section 5, paragraph 1, the Disciplinary Board shall impose a disciplinary sanction on the advocate, the disciplinary sanctions are disbarment, monetary penalty, caution and reprimand.

If an advocate acts dishonestly or otherwise deliberately violates the interests of another person while practicing advocacy, the advocate shall be disbarred. If there are mitigating circumstances, a monetary penalty or a caution may be imposed instead.

If an advocate otherwise acts in violation of proper professional conduct, a caution or a reprimand shall be imposed. If the advocate engages repeatedly in conduct or if there are aggravating circumstances, the advocate may be disbarred or a monetary penalty imposed. The provision above in this paragraph applies also if an advocate commits an act detrimental to the reputation of the Bar.

The monetary penalty, payable to the Bar Association, shall be no less than EUR 500 and no more than EUR 15,000, the assessment of the amount of the penalty shall be based on the censurability of the misconduct, the experience of the advocate and the advocate's financial position, so that the penalty is in just proportion to the misconduct.

The Disciplinary Board may decide that a decision on disbarment is to take effect notwithstanding any appeal.

An advocate entered into the EU Register shall be struck from that register under the same conditions that govern the disbarment of an advocate.

- The amount of fees

Advocates Act

Section 7e

A fee dispute shall become pending when the written application of the client or some other customer of an advocate is received at the Office of the Bar Association. If the application contains such shortcomings that the matter cannot be taken up for a decision on the basis thereof, the applicant shall be exhorted to remedy the shortcomings within a set period. At the same time, the applicant shall be advised of the nature of the shortcomings and of the fact that the Disciplinary Board may decline to consider the matter if the applicant fails to heed the exhortation.

The parties to a fee dispute shall be the advocate and the firm to whose account the advocate has acted, as well as the applicant. The advocate and the firm shall be reserved an opportunity to be heard before the case is decided. The applicant shall be reserved an opportunity to comment on the response of the advocate and the firm.

A fee dispute shall be dealt with by a division of the Disciplinary Board, applying written procedure. The division may hold an oral hearing, the parties shall be summoned to the oral hearing.

No recommendation shall be issued if the applicant's right to demand a fee reduction has expired.

A recommendation cannot be compulsorily enforced and it does not have the legal effects of a court judgment.

Section 7f

If the same fee dispute is pending both in a court of law and in the Disciplinary Board, and the customer of the advocate so notifies the court before responding to the substance of the case, the court shall stay the proceedings until such time that the Disciplinary Board has issued its recommendation

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The Disciplinary Board of the Finnish Bar Association

140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:

Procédures disciplinaires initiées

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel				444

141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :

Types de sanctions prononcées

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	59		4	4	27

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

question 140: 444 disciplinary proceeding initiated (year 2006, the number includes all the cases above, not separate statistics per the type of misconduct)

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

Legal aid covers court annexed mediation in full when other requirements are fulfilled.
 In criminal conciliation cases legal aid concerns legal advice but usually not the representation in conciliation proceedings.

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

- les affaires civiles ? oui, nombre :
- les affaires familiales ? oui, nombre :
- les affaires administratives ? oui, nombre :

- les affaires de licenciements ? oui,
nombre :
- les affaires pénales ? oui,
nombre :

Veillez indiquer la source pour la question 145

There are not accredited mediators in Finland. The Finnish Bar Association has a mediation service based on their own Mediation rules. 539 advocates have completed the one-day basic training and 250 the two-day advanced session and have been entered to the roll of mediators.

In addition the Arbitration Institute of the Central Chamber of Commerce of Finland promotes as an impartial body the settlement of business disputes by arbitration. The Arbitration Institute appoints arbitrators and administers arbitration proceedings complying with its Rules. In the year 2006, 43 requests for arbitration were submitted to the Arbitration Institute

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

In normal civil proceedings a judge has to promote a settlement and in practice Finnish judges are active mediators during the preparation of a civil case. In civil cases initiated by the large application for summons (regular disputed civil cases) 5798 of cases were settled during the preparation in year 2006. This is 64 % of all decisions (9072).

Act on Court Annexed Mediation in civil cases (663/2005) entered into force on 1 January 2006. According to the Act, disputes can also be mediated at court, as an alternative to civil proceedings. The judge serves as a facilitator of the process. In 2006, 157 civil cases were initiated by the written application for court annexed mediation. 66 of them were concluded during the year, settlement was certified in 44 cases, 6 cases were concluded with settlement otherwise and in 16 cases there was no justification for continuing the mediation.

There is also a mediation service in criminal cases, called Conciliation in Criminal and Civil cases, governed by the Act on Conciliation in Criminal and Certain Civil Cases (1015/2005) which entered into force on 1 January 2006. According to the act, the general management, supervision and monitoring of conciliation services fall within the jurisdiction of the Ministry of Social Affairs and Health. Each State Provincial Office is obliged to arrange conciliation services and ensure that they are available in appropriately implemented form in all parts of the province. Services referred to the act must have been arranged of 1 June 2006. Within the timescale 1 June – 31 December 2006, the number of incoming cases was 3 848. Circa 80 per cent of cases were concluded with settlement. (Before the year 2006, there was a semi-official mediation service in criminal cases in Finland. There was no nationwide model for organisation of this conciliation but the services were offered in 255 municipalities of all 448 municipalities in Finland.)

Family conciliation in Finland is most often offered by the municipal social welfare authorities and the Family Counselling Centres of the Church. There are no regular statistics kept on family conciliation, but some snapshots are available, according to a study in 1991, 27 % of couples seeking divorce had availed themselves of conciliation. Data collected in 1997 indicates that more than 90 % of matters pertaining to the status of a child are dealt with in extra judicial conciliation services.

In addition to mediation services mentioned above there are also many different advisory services which can act as an alternative dispute resolution. Some Finnish examples are municipal consumer advisory service, financial advice and debtors' advice.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

735

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut :

Q 147 number of enforcement agents

There are 85 bailiffs and 650 associate bailiffs. Enforcement districts are centred either on district enforcement offices or on enforcement sections of unified district offices, one enforcement district normally covers the territory of one or several state local districts. There were 51 such districts in all.

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

Source: the Ministry of Justice - 750: there are 85 bailiffs and 665 associate bailiffs. Enforcement districts are centred either on district enforcement offices or on enforcement sections of unified district offices, one enforcement district normally covers the territory of one or several state local districts. There are 51 such districts in all.

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- le procureur ?
- autre ?

Veillez préciser :

The Ministry of Justice is in charge of the general management, control and supervision of the enforcement service. Also the heads of legal administration in the provincial governments have control and supervision functions relating to enforcement. For example, they deal with complaints regarding the conduct of the enforcement authorities. However, neither the Ministry of Justice nor the heads of legal administration have the power to overrule or alter an individual enforcement measure or other measure.

Besides the Chancellor of Justice, along with the Parliamentary Ombudsman, supervises enforcement agents' compliance with the law.

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

There are annual negotiations between the local enforcement authorities and the central administration. These negotiations are part of the method called "Management by results". The quality standards are defined in the course of negotiations. The main standards used are the length of proceedings and the efficiency of the special collecting

(e.g. tracing of the benefit proceeds of crime)

Targets defined for the long term are for example the following: reduction of the number of debtors, the reduction of the collection charges.

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

question 155 - source: the Ministry of Justice

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veillez n'en indiquer que 3 au maximum)

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veillez préciser:

1st: unlawful practices

2nd: excessive cost

3rd: the duration of the liability for debts

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

A new act on execution (the Execution Code (705/2007)) shall enter into force on 1 January 2008. The most essential reforms pertain to the organisation of the enforcement agents and to the limitation period of debts.

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours ?
 entre 6 et 10 jours ?
 entre 11 et 30 jours ?
 plus ?

Veuillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

- | | |
|------------------------------|---|
| Faute déontologique | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Insuffisance professionnelle | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Délit pénal | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |

Autre oui,
nombre :

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande oui, 1
nombre :

Suspension oui,
nombre :

Révocation oui,
nombre :

Amende oui,
nombre :

Autre oui,
nombre :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**

- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

question 161 - 223:

Q161 - 1 disciplinary proceeding initiated

- the Chancellor of Justice: 32 complaints investigated
- the Parliamentary Ombudsman: 105 complaints investigated
- provincial Governments: 86 complaints investigated

question 162 - 1 sanction pronounced

1 Reprimand:

- the Parliamentary Ombudsman: 1

29 other:

- the Chancellor of Justice: 2 opinions
- the Parliamentary Ombudsman: 27 opinions

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

All enforcement agents in Finland are state authorities that belong to the administration of the Ministry of Justice. In criminal cases the Criminal Sanction Agency takes care of enforcement of prison sentences and community sanctions. The Legal Register Centre

answers for the enforcement of pecuniary penalties and fixed fines, as well as the collection of damages, debts and payment orders for excess loads awarded to the state.

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Legal Register Centre assembles reports on enforcement of fines. This report states the amount of fines paid and those to be collected. (www.oikeus.fi/oikeusrekisterikeskus)

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

privé (sans contrôle par une autorité publique)?

oui,
nombre :

de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?

oui,
nombre :

public ?

oui,
nombre :

autre ?

oui,
nombre et
précisez :

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

The notary public working in a local register office handles the notarisation of, amongst other things, signatures, copies of certificates and the authentication of curriculum vitae. In addition he handles protests of bills of exchange, the opening and closing of safe-deposit boxes as well as the monitoring of lotteries.

Veillez indiquer la source pour la question 166

question 166 - source: the Ministry of Justice

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

- une instance professionnelle ?
- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- le procureur ?
- autre ?

Veillez préciser :

Public notaries are in generic matters under the administration of Ministry of the Interior but in legal matters under the Ministry of Justice.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.